

• Rentrée universitaire : quoi de neuf au programme ?

jeudi 30.09.2010, 05:13 - PAR CHRISTOPHE CARON



Lille I qui sera autonome le 1er janvier accueille en cette rentrée 18 400 étudiants. PHOTOS CHRISTOPHE LEFEBVRE

| ENSEIGNEMENT |

Terminées les arrivées d'étudiants au mois d'octobre ! Désormais, c'est dès septembre qu'ils partent à l'attaque de leur cursus. L'occasion de jeter un coup d'œil sur la physionomie de cette rentrée universitaire.

> **Les facs ont-elles toujours la cote ?** Oui, répond en substance la rectrice de l'académie de Lille, Marie-Jeanne Philippe, ès qualités de chancelier des universités : « On constate un regain d'intérêt pour la formation universitaire. »

Pourtant, les chiffres indiquent une relative stabilité des effectifs. Si les universités ne disposent pas encore de comptes précis pour cette rentrée 2010, le rectorat table sur un effectif de 93 880 étudiants dans les six universités publiques, pas loin des 94 045 du mois de septembre 2009. Mais la rectrice persiste : « Les flux entrants indiquent qu'il n'y a pas de baisse d'attractivité, alors même qu'on constate une baisse importante des effectifs du lycée. »

En clair, le fait qu'il y ait moins d'élèves dans le second degré ne fait pas baisser de manière spectaculaire la courbe des inscriptions en première année de fac. Exemple : les néo-bacheliers sont au nombre de 2 845 cette année à Lille III (lettres et sciences humaines, à Villeneuve-d'Ascq), contre 2 476 en 2009.

S'agissant de l'effectif global, seule l'université de Lille II (droit et santé) affiche une hausse notable, passant de 26 600 à 27 620 étudiants.

À l'académie de Lille, on croit également percevoir que « les universités ont bien joué leur rôle sur l'accueil et l'information ».

Preuve également que les mouvements étudiants de ces dernières années (2004-2008), avec blocages de facs à la clé, n'ont pas fait fuir massivement les néo-bacheliers...

> **Toujours aussi peu de moyens ?** Non, répond cette fois-ci Marie-Jeanne Philippe qui insiste sur la « hausse importante des moyens en fonctionnement et en investissement » dont bénéficient les universités publiques de la région depuis trois ans. Elle n'hésite pas : « C'est du jamais vu ! »

Il est vrai que l'étudiant français a longtemps été considéré comme un parent pauvre de la République, et les inquiétudes sont encore vives. Il suffit de se souvenir des semaines de perturbations qui ont émaillé le début de l'année 2009 (statut des enseignants-chercheurs, loi LRU sur l'autonomie des facs, formation des enseignants...). Depuis, trois universités sont devenues autonomes (Littoral, Lille II, Valenciennes, au 1er janvier 2010) et deux autres le seront le 1er janvier 2011 (Lille I et Arras). Pour Lille III, ce sera 2012.

Marie-Jeanne Philippe, qui s'avère un parfait relais de la politique gouvernementale, insiste de son côté sur l'attention que suscite aujourd'hui l'université, notamment dans la région : « 20 % en plus depuis deux ans, en fonctionnement ». Lille II en a le plus largement bénéficié (10 ME sur la période 2007-2010).

Sans oublier les vertus du plan de relance, au bénéfice de la mise en sécurité et du handicap (voir l'infographie). On peut estimer le bonus apporté aux six universités publiques du Nord - Pas-de-Calais à plus de 16 M€ pour les investissements, sur la période 2007-2010. Lille I (sciences et techniques) tire son épingle du jeu avec un total de 5,6 M€. Pour un effort dont les universitaires espèrent qu'il ne faiblira pas, vu le retard accumulé ces dernières décennies. •

Le grand emprunt en ligne de mire

Le grand emprunt en ligne de mire

Des millions d'euros, ça se mérite. Le changement culturel est important dans le monde universitaire, mais tel est le credo des investissements d'avenir (grand emprunt). Vingt-deux milliards d'euros sont réservés à l'enseignement supérieur et à la recherche, mais pour cela, il faut répondre à une série d'appels d'offres, en ce moment même. L'objectif est d'investir dans l'innovation et l'excellence. « Les universités régionales sont en ordre de marche », assure la rectrice. D'autant que le dialogue et la coordination existent désormais autour du PRES, qui rassemble au niveau régional les établissements de recherche et d'enseignement supérieur. Dans les semaines à venir, on doit savoir quels projets sont retenus, laboratoires d'excellence, équipements d'excellence, projets en bio-informatique, nanotechnologies et autres technologies émergentes, autour des transports ou de la chaîne du froid par exemple. Le Nord - Pas-de-Calais peut obtenir un milliard d'euros.